

Ivry-sur-Seine, le 14/02/23

Jean-Pascal Simon,
Secrétaire Général Sup'Recherche-UNSA
87 bis, avenue Georges Gosnat,
94853 Ivry-sur-Seine cédex
SG@sup-recherche.org

Madame/Monsieur le/la Député.e,

Vous avez été élu.e pour représenter la nation. Or, il n'a pas pu vous échapper qu'une très grande majorité de Françaises et de Français sont opposé.e.s à la réforme des retraites que le gouvernement entend imposer.

Sup'Recherche-UNSA est une organisation syndicale connue pour sa pratique d'un syndicalisme constructif qui refuse le « tout ou rien » et choisit de rechercher patiemment et méthodiquement une conclusion positive par la négociation. La négociation, ce gouvernement l'a refusée en s'arc-boutant sur une seule solution pour le financement des retraites : le recul de l'âge légal conduisant à un allongement de la durée de cotisation.

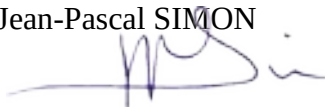
Les Françaises et les Français sont en colère. Ils se rendent compte que le dialogue social n'a pas eu lieu. Le gouvernement met en avant une concertation, mais en excluant toutes autres hypothèses que les siennes. Ce n'est pas conduire « *à un mode d'administration ou de gouvernement dans lequel les administrés, les citoyens, les salariés, etc., sont consultés, et les décisions élaborées en commun avec ceux qui auront à les appliquer ou à en supporter les conséquences* » (définition de [concertation dans le CNTRL](#)).

Cette réforme va voler deux années de vie aux hommes et aux femmes. La retraite n'est pas une allocation, mais le fruit de leur travail : un salaire différé. **Les députés qui auront voté cette loi devront expliquer à leurs électrices et électeurs qu'ils ont refusé d'envisager les autres solutions proposées par les organisations syndicales, et que seuls les travailleurs et les travailleuses doivent faire des efforts en travaillant plus pour gagner, au final, moins.**

Si les besoins de financement sont avérés, une autre réforme est possible. En vous opposant à ce projet, vous permettrez l'instauration d'un dialogue social. Si la loi est votée par l'Assemblée nationale, cela contribuera à détériorer un peu plus encore le climat social et à renforcer la défiance des Françaises et Français à l'égard des gouvernants. Nous espérons que cela ne les conduira pas à choisir le pire dans les urnes des prochaines échéances électorales.

Sup'Recherche-UNSA compte sur votre action à l'Assemblée nationale pour que les travailleurs et les travailleuses ne soient pas pénalisés et que la France retrouve le chemin de l'apaisement social.

Cordialement,
Jean-Pascal SIMON



Secrétaire Général Sup'Recherche-UNSA